

BOYCOTT DU COMITÉ TECHNIQUE LOCAL

Les syndicats de la Marne se sont rendus le 4 avril 2019 à la convocation du Comité Technique Local. En préambule, nous y avons lu une déclaration (reproduite ci-dessous) avec une question simple et précise destinée au Directeur :

« **Communiquez-nous maintenant votre projet de « géographie revisitée » pour la Marne et les agents ».**

M EFFA nous a répondu encore une fois qu'il n'avait pas de projet à nous communiquer !!!

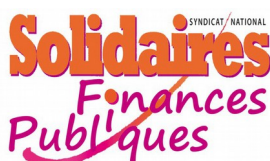
Nous avons donc quitté l'instance devant ce simulacre de dialogue social. À quoi bon discuter de missions, d'organisations du travail, de sites dont la survie n'est plus assurée à très brève échéance.

En attendant le EFFATOUR continue !

Nous pouvons nous interroger sur ce que peut bien dire M EFFA aux agents qu'il rencontre puisqu'il n'a pas de projet à exposer ? Mystère !!!

Des annonces viendront bien un jour : nous avons contacté les élus locaux des collectivités qui nous en diront peut-être plus !

On ne lâche rien ! On reste dans l'action !



DÉCLARATION LIMINAIRE

Monsieur le Président,

Nous sommes réunis aujourd'hui pour la deuxième convocation du comité technique traitant entre autre du budget, de la formation professionnelle, etc.

Nous, organisations syndicales représentatives de la DDFIP Marne, sommes inscrits dans le mouvement national revendicatif suite aux bouleversements profonds annoncés pour notre administration.

Un immense mécontentement et une révolte envahit les agents du département. Cela s'est traduit par un taux de grève de 58 %, le 14 mars dernier, touchant l'ensemble des grades ainsi que par un rassemblement d'une bonne centaine d'agents devant la direction à l'appel d'une intersyndicale unie. Le 28 mars la mobilisation est restée constante au niveau national et une délégation marnaise a participé à une manifestation d'ampleur sur Paris.

Le 14 mars, nous vous avons interrogé sur les restructurations – un euphémisme pour ne pas dire destructions de services – qui doivent se mettre en place à l'objectif 2022 sur l'ensemble du département.

Vous avez réussi l'exploit de ne jamais employer certains mots comme fermeture, suppression back/front office, antenne, au point qu'on peut se demander si ces termes pourtant très à la mode ne sont pas frappés de tabou. Nous sommes sortis de cet « échange » sans rien savoir et très perplexe sur votre communication. Les artifices de langage et la rhétorique ne suffisent pas à masquer l'inquiétude et la réalité ! Une cruelle réalité qui va impacter durablement des territoires et surtout des vies :

- celle des agents de notre administration
- celle des contribuables (des usagers) à qui nous devons un service de qualité et de proximité

La lecture sur Ulysse Marne, de votre message aux agents du 18 mars a été, pour nous, profondément instructif. Nous y avons découvert le haut degré d'échange que vous avez tenu avec les OS. Franchement, en ressortant de ce « non-échange » nous avons surtout ressenti de la frustration face au manque d'information et de visibilité sur l'avenir et contrairement à vos dires aucun élément ne nous permet de rassurer les agents.

Non seulement, vous ne nous avez rien communiqué sur l'évolution du réseau mais, comble du comble, aucun calendrier quant à la transmission d'informations pourtant cruciales pour la vie des agents et le devenir des usagers.

Vous avez argumenté sur la visibilité donnée par un plan triennal et non annuel et pourtant nous désespérons toujours de l'obtenir.

« Rassurez-vous » « rassurez-vous » est votre leitmotiv mais, quoique vous en disiez, aucune garantie n'est donnée pour la pérennité d'une multitude de services remplacée par des soi-disant « point de contact » qui ne sont que des pis-aller à la désertification territoriale, requalifiée par un détournement verbal de « déconcentration de proximité ».

Lors de vos visites dans les services, le flou est maintenu au maximum et les informations données au compte goutte. Cette campagne de communication brille surtout par son opacité. Difficile de comprendre les tenants et aboutissants de la future organisation quand on se cantonne d'affirmer qu'il ne faut pas s'inquiéter, qu'il y aura maintien de nos services sans expliquer dans le détail la prochaine configuration et ses modalités. **De quoi avez-vous peur ?**

De la même façon, pour les points de contacts, c'est tout à fait incompréhensible. Le bilan carbone évoqué pour sédentariser les renforts ne semble plus être un argument. Vous voulez mettre les agents sur les routes ?

Ce manque de transparence, cette absence de clarté ne peut avoir que pour effet de maintenir un climat anxiogène pour les agents qui continuent à se poser une foultitude de questions après et malgré votre passage.

Il serait donc enfin temps que vous présentiez votre projet de géographie revisitée, ceci afin de tenir un discours de vérité aux agents. C'est le minimum de respect qu'ils sont en droit d'attendre. D'autres directions l'ont déjà fait, alors pourquoi les Marnais devraient patienter plus que leurs collègues de Haute-Vienne, de Vendée ou de la Creuse et la liste s'allonge.

Beaucoup de poudre aux yeux, la fameuse poudre de perlimpinpin chère à notre Président, mais aucun moyen pour exercer efficacement nos missions, missions qui pour certaines partiront dans le privé.

Notre administration est la garante de l'équité devant l'impôt. Elle assure le renseignement à l'usager, évite, via la séparation ordonnateur/comptable, les malversations financières dans les collectivités territoriales.

La mise en place des agences comptables met en cause ce principe fondamental qui remonte, comme les principes de droit budgétaire, à la Restauration.

Pour les agents, elle introduit une trahison que notre administration ne leur avait jusque-là jamais imposée : la mutation contrainte.

Quant au projet de loi de transformation de la fonction publique, c'est un véritable scandale. La fin des CAP pour les questions liées aux mutations, aux détachements et à l'avancement ouvre le champ à l'arbitraire. De même, la fusion des CHSCT et CTL va remettre en cause l'utilisation des budgets consacrés aux questions d'hygiène et de sécurité.

L'introduction massive de contractuels dans les services est aussi une attaque à peine déguisée du statut du fonctionnaire.

Ce changement, de type France Télécom, Orange ou La Poste, on en connaît déjà les effets : la mise en place d'une ambiance délétère dans les services, une division au sein des personnels et in fine, sous couvert d'équité, l'amoindrissement de la condition d'exercice de nos fonctions.

Après 10 ans de dégradation continue de nos services, il s'agit purement et simplement d'une attaque sans précédent contre notre administration, les agents et les usagers.

STOP ! Il est urgent de s'éloigner de l'impasse vers laquelle on se dirige. Les agents, les décideurs locaux et les usagers ont des droits qu'il faut arrêter de bafouer et d'enrober dans des discours sciemment trompeurs. C'est pourquoi les OS emploieront tous les moyens à leur disposition pour sauver notre administration de sa propre hiérarchie afin de défendre les agents, la population française et son territoire au-devant de la « géographie revisitée » et cela malgré la répression de l'action syndicale et collective qui s'organise comme en Haute Garonne où pour des actions de défense des services publics, la Direction locale répond par une saisine en référé du tribunal administratif. Une honte de plus en cette période !

Nous réclamons qu'enfin les agents et leurs missions soient placés au centre des réflexions au-delà d'une vision purement comptable. Une fois encore pour notre département nous réclamons maintenant votre plan triennal.

L'intersyndicale DDFIP MARNE